



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement des Pays de la Loire**

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 06 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FIBERTEX NONWOVENS

3-5 rue de la Croix Renaudeau
Chemillé
49120 Chemillé-en-Anjou

Références : 2024-199_FIBERTEX_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301584

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement FIBERTEX NONWOVENS implanté 3-5 rue de la Croix Renaudeau – Chemillé - 49120 Chemillé-en-Anjou. L'inspection a été annoncée le 20/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIBERTEX NONWOVENS
- 3-5 rue de la Croix Renaudeau – Chemillé - 49120 Chemillé-en-Anjou
- Code AIOT : 0006301584
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FIBERTEX NONWOVENS exploite sur la commune de Chemillé-en-Anjou, des installations de fabrication de textiles non-tissés, par aiguilletage et hydroliage, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 1999.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 / Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens internes de lutte contre l'incendie - extincteurs/RIA	Arrêté Préfectoral du 30/03/1999, article 8.3 et 8.4 + AMPG du 12/05/2020-article 4.15	Demande d'action corrective	30 jours
2	Moyens internes de lutte contre l'incendie - Sprinklage	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10-dernier alinéa	Demande d'action corrective	30 jours
3	Moyens externes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/03/1999, article 8.4	Demande d'action corrective	30 jours
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/03/1999, article 8.2.1 + AMPG du 12/05/2020-article 4.8	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Formation du personnel aux risques incendie	Arrêté Préfectoral du 30/03/1999, article 8.6 + AMPG du 15/05/2020-article 4.15-5e alinéa	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens internes de lutte contre l'incendie sont adaptés au site. Ils font l'objet de contrôles réguliers. **Des actions correctives sont attendues, pour répondre aux constats relevés lors des différentes vérifications du système de sprinklage. Un plan à jour des extincteurs et RIA doit être établi.**

Les prescriptions relatives au besoin en eau d'extinction, fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/03/1999, ne sont pas adaptées au site. Il apparaît néanmoins que les moyens en eau actuellement disponibles sont insuffisants, y compris en tenant compte du sprinklage. **Le dimensionnement des besoins en eau est à réaliser (calcul D9). L'exploitant doit proposer en conséquence les moyens en eau complémentaires nécessaires pour répondre à ce besoin, ainsi qu'un calendrier de mise en place de ces moyens.**

Enfin, des actions correctives permettant de lever les constats relevés lors de la dernière vérification des installations électriques sont attendues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens internes de lutte contre l'incendie - extincteurs/RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/1999, article 8.3 et 8.4 + AMPG du 12/05/2020-article 4.15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : 8.3-Sécurité « L'exploitant définit les moyens de défense adaptés aux risques présentés par les installations (extincteurs, poteaux d'incendie, RIA, colonnes sèches,) ainsi que leurs caractéristiques et leur répartition judicieuse dans l'établissement. L'établissement dispose de moyens de défense, d'équipements du personnel et de produits et matières consommables en nombre suffisant adaptés aux risques présentés par les installations. Les emplacements des moyens internes à l'établissement sont signalés et leurs accès maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour. Tous les matériels de sécurité et de secours (matériels de détection et de lutte contre l'incendie) sont correctement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié. » 8.4-Moyens de lutte contre l'incendie « Les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur. [...] Les RIA sont d'un modèle incongelable.» AMPG du 12/05/2020 (rubrique 2940 – E) - article 4.15 : « Vérification périodique et maintenance des équipements. I. - Règles générales L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »
Constats : Des extincteurs et RIA sont présents sur le site, répartis dans l'ensemble des locaux. Sur site, par sondage, il a été constaté que ces moyens internes sont signalés et leur accès est maintenu libre en permanence. Un plan localisant les extincteurs et RIA a été fourni. Ce plan mentionne 72 extincteurs poudre, 124 à eau et 68 au CO2, alors que le dernier contrôle des extincteurs mentionne respectivement, 74, 127 et 77 extincteurs contrôlés. Des équipements ont été ajoutés récemment selon l'exploitant. Le plan disponible n'est donc pas à jour. Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé les 26 et 30/06/2023. Le bon d'intervention de ce contrôle fait état du remplacement de 8 extincteurs et de différentes pièces, et conclut à la conformité de la protection. Le dernier contrôle des RIA a été réalisé les 29/06/2023. Le bon d'intervention mentionne le remplacement de pièces détachées. Il ne conclut toutefois pas explicitement sur la conformité des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan sur lequel sont reportés les moyens internes de lutte contre l'incendie doit être mis à jour. Les bons ou rapports d'intervention/de contrôle des RIA mériteraient de présenter de manière explicite le résultat du contrôle, en spécifiant clairement la conformité ou non des moyens présents, et le cas échéant les actions correctives à prévoir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Moyens internes de lutte contre l'incendie - Sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10-dernier alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : AMPG du 12/05/2020 (rubrique 2940 – E) – article 4.10 dernier alinéa : « En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. »
Constats : Le site dispose d'une installation de sprinklage couvrant l'ensemble des locaux de production (seuls les locaux qualité/maintenance et une partie des locaux administratifs (hall entrée/bureaux) ne sont pas équipés de sprinklage). L'exploitant a fourni les éléments/rapports suivants : * le certificat de conformité N1 au référentiel APSAD R1, signé par l'installateur CLF SATREM le 27/05/2008 et par le CNPP le 17/06/2008 (système mis en service en 04/2006 puis complété en 07/2007). * pour les opérations triennales : - le rapport du dernier entretien triennal des postes de contrôle réalisé le 04/01/2024, qui mentionne un manomètre hors service au niveau du poste 5 ; - le rapport du dernier entretien triennal des vannes et clapets réalisé le 11/08/2022 (conforme) ; - concernant les réserves d'eau, le dernier entretien des réserves A et B a été réalisé le 26/09/2018 d'après les rapports de vérification Q1. Une analyse d'eau a été réalisée en 2022 avec un résultat conforme sur la qualité d'eau. La fréquence d'entretien et vidange est portée à 6 ans (selon le référentiel APSAD), le prochain entretien devra donc intervenir en 2024. * le rapport du dernier entretien annuel du groupe motopompe diesel réalisé le 21/11/2023 (entretien précédent le 12/01/2023). Le rapport signale que le filtre à air, les batteries et les tresses de presse étoupe sont à remplacer. Ces actions correctives ne sont pas encore programmées. * les comptes-rendus des 2 dernières vérifications semestrielles (rapport Q1) réalisées les 22/03/2023 et 28/08/2023 par le prestataire CLF SATREM. Le dernier rapport de la vérification du 28/08/2023 signale 4 non-conformités « sans risque de mise en échec », dont 3 déjà signalées lors de vérifications précédentes en 10/2019 et 06/2022. Les non-conformités portent sur les conditions de stockages dans différents ateliers (surface des îlots de stockage, hauteur des stockages, largeurs des allées). L'exploitant indique que, malgré les consignes, les conditions de stockage ne sont pas toujours respectées. Le rapport mentionne également 12 observations/améliorations proposées, dont 9 déjà signalées lors de vérifications précédentes. 3 des améliorations proposées remontent à la mise en service du sprinklage en 2007 et sont considérées par l'exploitant comme non adaptées à l'installation (par exemple, absence de cadenassage de certaines vannes, mais étiquetage mis en place). Certaines des observations de 2022 et 2023 ont été prises en compte (mise en conformité des systèmes antigel (facture de 12/2023 fournie), fuite au niveau du cône de refoulement réparée, un débitmètre remplacé). Ces actions ne sont toutefois pas tracées. Le prochain rapport de vérification semestrielle permettra de vérifier la levée des observations pour lesquelles des actions ont été mises en œuvre. * les justificatifs du suivi hebdomadaires des systèmes sprinkleurs : la présence des fiches renseignées pour les vérifications hebdomadaires des sources d'eau, postes de contrôle et groupe motopompe diesel a été constatée dans le local général et au niveau des locaux des postes 8/9 et des postes 1/2/3/4/5.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires, identifiées lors des différentes vérifications du système de sprinklage. Il apportera les justificatifs des actions prises concernant les postes (cf. entretien triennal – manomètre hors service), le groupe motopompe (cf. entretien annuel du groupe motopompe), ainsi que les mesures prises (procédures, contrôles plus réguliers) pour s'assurer du respect des conditions de stockage (cf. rapports de vérifications semestrielles).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Moyens externes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/1999, article 8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : 8.4 Moyens de lutte contre l'incendie « Les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur. Outre les dispositifs portatifs et robinets d'incendie armés(RIA), la défense contre l'incendie est assurée par au moins 6 poteaux d'incendie. Le réseau est capable de fournir un débit de 56 m ³ /h sous une pression dynamique minimum de 3 bars. Les poteaux d'incendie sont d'un modèle incongelable. Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permet pas l'alimentation de ces poteaux, la défense contre l'incendie est assurée par deux réserves d'eau de capacité unitaire supérieure ou égale à 500 m ³ aménagées conformément aux directives des services d'incendie et de secours. »
Constats : Le plan des moyens de lutte contre l'incendie fourni fait état de 10 bornes incendie privées présentes sur le site. Une vérification de ces poteaux incendie a été réalisée le 03/07/2023. Le bon d'intervention mentionne un débit en moyenne de 54 m ³ /h à 1 bar. Les poteaux sont tous situés sur le même réseau (pas de mesure en simultané réalisée). Ce débit est inférieur au débit prescrit qui doit être disponible sous 3 bars selon l'article 8.4 de l'AP du 30/03/1999. Le site ne dispose pas d'autre moyen en eau d'extinction sur le site (pas de réserve, comme indiquée dans la prescription article 8.4 de l'AP du 30/03/1999, dans le cas où le réseau hydraulique ne permet pas l'alimentation des poteaux). Le dossier de demande d'autorisation de 1999 faisait état d'une réserve de 2500 m ³ . Un avis du SDIS établi dans le cadre de la procédure d'autorisation mentionnait deux poteaux publics (1 PI à 170 m rue de la Pierre Blanche 80 m ³ /h + 1 PI à 320 m rue de la Sorinière 34 m ³ /h) ainsi que 2 réserves d'une capacité unitaire de 450 m ³ situées à l'ouest face à l'atelier de maintenance et à l'est du bâtiment groupe 01. Ces différents moyens internes ne sont en réalité pas présents (présence éventuelle des poteaux publics à vérifier). Néanmoins, aucun calcul des besoins en eau d'extinction n'a été réalisée à l'époque. Les prescriptions fixées dans l'AP du 30/03/1999 ne sont donc pas issues des besoins en eau. Par ailleurs, ces prescriptions n'apparaissent ni claires ni cohérentes entre elles (volume des réserves incohérent avec le débit demandé pour les PI). En outre, le site a connu des évolutions depuis l'arrêté de 1999, avec extension de bâtiments (portée à la connaissance du préfet, mais calcul des besoins en eau non réalisé). Par ailleurs, un système de sprinklage, non prescrit dans l'arrêté de 1999, a été mis en place. Il est donc nécessaire de calculer les besoins en eaux d'extinction du site (calcul D9), afin de déterminer les moyens en eau nécessaires. Au vu de la surface des bâtiments, il est néanmoins acquis que les moyens actuels (10 PI privés avec un débit limité à 54 m³/h) ne sont pas en adéquation avec les besoins, y compris en tenant compte du sprinklage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera au calcul des besoins en eau d'extinction du site selon le guide D9 (les hypothèses retenues dans le calcul seront justifiées). Il proposera les moyens en eau complémentaires nécessaires pour répondre à ce besoin, ainsi qu'un calendrier de mise en place de ces moyens.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/1999, article 8.2.1 + AMPG du 12/05/2020- article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risques électriques
Prescription contrôlée : AP du 30/03/1999 – article 8.2.1 : « Conception des installations électriques » « Les installations électriques de l'établissement respectent les prescriptions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié. » AMPG du 12/05/2020 (rubrique 2940 – E) - article 4.8 : « Installations électriques et chauffage. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. »
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée du 19/12/2023 au 05/01/2024. Le certificat Q18, établi suite à cette vérification, conclut que les installations ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. Le rapport complet du contrôle relève 8 observations, dont 5 déjà signalées lors de la précédente vérification de 01/2023. 3 de ces observations concernent les appareils d'éclairage de sécurité (BAES). L'exploitant a fourni une demande d'intervention signée auprès d'un prestataire pour le remplacement des BAES défectueux. Un ordre de maintenance a été établi dans la GMAO en date du 23/01/2024 pour prévoir de réaliser les travaux nécessaires suivant le rapport de vérification. 3 observations auraient été traitées en interne. Il n'existe néanmoins aucune traçabilité de la réalisation des actions correctives. Le compte-rendu du dernier contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge, réalisé le 09/11/2023, a également été fourni. Aucune anomalie n'est répertoriée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en œuvre les actions correctives permettant de lever les constats relevés lors de la dernière vérification des installations électriques, et transmettra les justificatifs correspondants. Une traçabilité des actions correctives doit être mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Formation du personnel aux risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/1999, article 8.6 + AMPG du 15/05/2020- article 4.15-5e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : AP du 30/03/1999 – article 8.6 : « Formation du personnel » « L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux produits manipulés, les installations utilisées et les consignes visées à l'article 8.5 ci-dessus. » AMPG du 12/05/2020 (rubrique 2940 – E) - article 4.15 - 5e alinéa « Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. »
Constats : L'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none">- des certificats attestant de la participation de 36 personnes à des formations d'équipier de première intervention avec formation à l'utilisation des RIA, réparties sur 4 dates en 2022 et 2023. La planification des formations 2024 est en cours ;- des attestations de fin de formation attestant de la participation de 15 personnes (différentes de 36 personnes formées au maniement des RIA) à une formation d'équipier de première intervention visant la manipulation d'extincteurs, réalisée le 01/09/2023 (la dernière formation datait de 2017). L'exploitant dispose d'un plan de formation aux risques incendie et maniement des moyens de lutte contre l'incendie, afin d'assurer un recyclage de ces formations. Deux exercices, avec simulation de départ de feu et évacuation, ont été organisés en 2023. Chaque exercice fait l'objet d'un compte-rendu (consulté lors de l'inspection), faisant état du retour d'expérience et des améliorations à mettre en place.
Type de suites proposées : Sans suite